

2/3
Subject Files Regarding Political and Security Matters
Reports and Correspondence
C/POL/113(6) - Elisabethville (6)

01/07/1962-31/08/1962

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES	<u>5-0735</u>
BOX	<u>10</u>
FILE	<u>7</u>
ACC.	<u>DAG-13/1-6-1-0</u>

UN ARCHIVES

SERIES 735
BOX 10
FILE 7
ACC. 5

3 August 1962

Personal

With reference to your frequent talks with Tshombé, I would like to give you the benefit of the following quotation:

"Misunderstandings of this kind are a frequent result of informal personal talks between leaders. Diplomacy, as Harold Nicholson once wrote sapiently, should be the art of negotiating written agreements".

Yours sincerely,

R. K. A. Gardiner

Mr. Eliud W. Mathu
UN Civilian Representative
ONUC
ELISABETHVILLE

RKG/ln



PERSONAL AND
CONFIDENTIAL

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

Ref 7/8

Elisabethville, 3 August 1962

To Mr. Robert K. Gardiner, Officer-in-Charge of ONUC, Leopoldville
From Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
Subject

Eliud W. Mathu

- 1.- Please refer to your personal and confidential memorandum to me dated 30 July, 1962.

I do not exchange notes of meetings with Tshombe. He frequently brings his own stenographer at meetings. I have experimented having off the record conversations with Tshombe in Swahili. The day after the conversation, I find what we discussed published in the local press and sometimes I am misquoted and misrepresented. My guess is that all my discussions with Tshombe are tape recorded. We now meet in his own office and my suspicions regarding the tape recording of discussions are very much strengthened. I am seriously considering how best to carry on discussions with Tshombe and to avoid publicity. I am afraid I will have to write you on this later on.

- 2.- We are reexamining the question of the Katangese Liaison Officer who now periodically visits our office for discussions.

- 3.- I entirely agree with your para. 3. I can assure you that I have impressed on the Katangese that the UN is in the Congo to help the Central Government to maintain Congo's sovereignty and territorial integrity. I have in addition impressed upon Tshombe and his colleagues that we are here to prevent any civil war. I have made it clear repeatedly that the UN has no intention of initiating military operations but it is prepared to defend itself in case of attack.

On my insistence, Tshombe has written a formal communication to you setting out his present position regarding the future constitution of the Congo. He certainly denounces the principle of Katanga Province becoming a sovereign independent nation and supports the establishment of a federal state. I am not in the least deceived by believing that Tshombe means what he says. He has changed his mind more than once in the past and has demonstrated his unreliability beyond question. My impression about this is that he is too much committed to a number of advisors who twist his brain as they wish. Tshombe does not seem to have a mind of his own. Be that as it may, my efforts are to try to pin him down in specific matters with which we are concerned and to get him to formally put them forward to you as and when possible.

4.- I think I have covered the point raised in your paragraph 4 by my paragraph 3 above.

I have not been closely associated in public pronouncements with Tshombe and his colleagues; the only occasion that we appeared together publicly was at the Munongo luncheon. This was unavoidable as I had to reply to a luncheon speech which Tshombe made. In this occasion, I took the opportunity of underlining the present policy of the UN in the Congo, as I mentioned in my paragraph 3 above. The trouble here is that, as I have pointed out, the local press is vicious and uncooperative with the UN. Further, Tshombe has the habit of issuing press communiques drafted certainly by people whose intentions are to confuse the issue and to misrepresent the UN. This is my problem, and I will continue to face it squarely.



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML/227

Ref 14/8

To Dr. R.K. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville
From E.W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
Subject Refugee Camp, Elisabethville

E.W. Mathu

11 August 1962

Please find herewith, for your information, a cutting from "L'ECHO DU KATANGA" dealing with the question of Refugee Camp in Elisabethville./.

La menace que constitue l'ex - Camp des réfugiés

Le Ministère de la Santé communiqué :

Le lundi 6 août, à 10 heures, une commission de trois médecins gouvernementaux, dont deux hygiénistes, accompagnés du Directeur du Service de l'Hygiène d'Elisabethville, s'est rendue à l'ex-camp des réfugiés pour juger de la situation et pro-

poser toutes mesures destinées à prévenir des épidémies pouvant résulter de la fermeture du camp

La situation actuelle.

Leur première constatation (qui les a étonnés vu certains communiqués antérieurs) c'est que l'ex-camp n'est pas encore sous la juridiction de la police katangaise, mais continue à être plus ou moins contrôlé par l'O.N.U.

Les autres constatations sont assez alarmantes ; l'ex-camp, d'une superficie de 6 kilomètres carrés, est devenu un fouillis indescriptible et presque inextricable de maisonnettes et de cases jetées bas totalement ou partiellement, à moitié incendiées, de poutres et de bois à demi-consommés, de tôles, fûts, caseroles, seaux, bassins, tines éventrées, meubles brisés, bèches, houes,

Lire la suite en 4ème page

Echo Katango - 10 août 62

dre : la salle fut bientôt transformée ne véritable tabagie. Et il fallut ouvrir es fenêtres. Mais on n'avait pas encore abordé la seconde partie du programme que déjà paquets de cigarettes et briquets disparaissaient comme par enchantement. Les congressistes n'avaient plus du tout envie de fumer.

DES CHIFFRES AHURISSANTS

On comprend leur réaction en lisant les rapports établis par les spécialistes. Chaque cigarette contient de puissants toxiques :

- la nicotine qui agit sur le système nerveux ;
- l'oxyde de carbone qui réduit l'oxygène du sang ;
- l'alcool méthylique qui provoque l'affaiblissement de la vue.
- des substances goudronneuses qui favorisent le cancer.

Le prof. Bernhard a fait plusieurs années durant des recherches pour déterminer dans quelle mesure l'abus des cigarettes nuit à

rettes par jour reste sans enfants. Chaque cigarette que fume une femme enceinte provoque une accélération du rythme cardiaque de l'enfant et nuit à son développement. L'abus du tabac provoque également des fausses couches dans une proportion de 37,3 p.c. contre 5,3 p.c.

UNE CAMPAGNE D'INFORMATION

Les fumeurs ne sont pas les seuls à être en danger. N'oublions pas

les
la f
nha
d'un
pré
bac
fai
cor
a)
ma
org
nin
b)
blis

Ecce Kalam - 10 ans

La menace que constitue

outils divers et autres objets, éparpillés par dizaines de milliers.

Ça et là on tombe sur des véhicules incendiés, sur des chiens crevés que dévorent des rats et sur lesquels pullulent des myriades des mouches; des chiens faméliquent errant, qui s'acharnent sur les cadavres de leurs congénères et creusent des trous pour dévorer les cadavres d'animaux (et peut-être de personnes) enfouis sommairement. Les trous de W.C. de fortune n'ont pas été rebouchés et dégagent une odeur pestilentielle qui attire également les mouches.

Tout cela constitue pour la ville, et surtout pour le quartier Bel-Air, la commune Ruashi et le camp tunisien, une menace grave à plus ou moins brève échéance: maladies des groupes dysentérique et typhoïdique que transmettront de proche en proche les chiens errants, les rats et les mouches; paludisme et autres affections transmises par les moustiques qui, dès le début de la saison des pluies, trouveront des dizaines de milliers de confortables pondoires constitués par les réceptacles, les trous, les fosses, les ornières.

Des mesures urgentes s'imposent les travaux de strict déblaiement, d'enlèvement d'immondices, de détritus, de tous les ob-

jets épars, avec intervention de bull-dozers, coûteront au bas mot une somme évaluée entre 3 et 4 millions de francs. Et on n'y inclut pas les dépenses d'insecticides et d'autres mesures relevant directement du Service de l'Hygiène.

Qui payera la facture ?

Très normalement le travail incombe aux « Locataires » (?), à ceux qui sont responsables de cet état de choses, en l'occurrence à l'O.N.U.

Celle-ci a créé ce camp de réfugiés, puis, après de trop longs mois, a expulsé ceux-ci et détruit le camp, mais en ne réparant pas les dégâts et en ne remettant pas le site en son état celui du mois d'août 1961.

Si l'O.N.U. n'entreprend pas elle-même d'urgence les travaux nécessaires, le Gouvernement Katangais devra bien le faire à sa place, et devra logiquement lui présenter sa facture, d'autant plus que cela protégera aussi le camp des gardes tunisiens.

Le cimetière.

La Commission a fait une dernière constatation : le « Cimetière de la République du Congo » comme l'indique un grand panneau peint, totalise environ 1.200 tombes, (24 rangées de 50) Cela signifie au moins 1.200 cadavres si on n'en compte qu'un par tombe. D'autre part il doit y avoir des nourrissons et de très jeunes enfants enterrés, selon la coutume, à l'ombre des cases, ainsi que des cadavres enfouis ça et là dans le camp ou dans la brousse avoisinante (cfr les restes humains découverts dans

d'anciens puits d'exploitation).

A s'en tenir aux 1.200 décédés révélés par les tombes, si on admet qu'en moyenne 48.000 réfugiés ont résidé au camp, et cela pendant 10 mois, la mortalité moyenne annuelle du camp s'est élevée à 30 pour mille, alors que la mortalité annuelle moyenne d'Elisabethville est de 8,5 pour mille.

Ce taux doit vraisemblablement être augmenté de 50%; la mortalité du camp a donc été de 45 pour mille, soit cinq fois plus élevée que normalement.

Fait à Elisabethville, le 9-8-1962
Le Secrétaire d'Etat à la Santé
J. C. MWEWA

Qui souffrent

t de cholestérol dans les artères.

Le médicament n'est pas nouveau puisqu'il a déjà été en Allemagne le Complamin qui accélérât la destruction de corpuscules protéiques gras dans le sang et combattait l'artériosclérose.

Katanga

ans les termes dictés par M. A. C'est évidemment là que réside l'erreur. Ils ont eu l'idée des actions économiques, mais ils y échouent dans la mesure où ils ont rien d'autre à proposer. Les Américains souhaitent surtout que

COMMUNIQUE DE PRESSE Encouragement aux études d'Agronomie à l'Université l'Etat

La question du développement rural est une des préoccupations principales du gouvernement.

Désireux d'encourager la formation des cadres nécessaires à ce développement, le Ministre de l'Agriculture a décidé de réserver un fonds pour l'encouragement des études d'agronomie au Katanga. Ce fonds sera mis à la disposition de l'Université de l'Etat par le Département de l'Agriculture.

En accord avec le Recteur, il a été décidé d'accorder aux candidats agronomes à partir de la seconde année de leurs études une bourse mensuelle supplémentaire de 1000 francs.

C'est, en effet, après la première candidature que les étudiants-candidats agronomes orientent définitivement leur choix.

Cette mesure sera d'application à la prochaine année académique ; elle permettra aux jeunes gens qui désirent acquérir une formation solide et adaptée aux exigences de leur profession future de poursuivre leurs études dans des conditions meilleures.

Radio - Collège

LENDREDI 10 AOUT

18.30 h. Handel : Concerto No 2 pour orgue
19.45 h. Leçon d'anglais No 40
20.00 h. Musique de ballet
Glazounov : Scènes de ballet
Dukas : La Pêtr
Copland : El Salon Mexico
20.00 h. Musique légère
21.30 h. Sonates de Beethoven :
Sonate No 5 pour violon
Sonate No 7 pour piano
22.00 h. Concert symphonique :
Lalo : Le Roi d'Ys
Schumann : Scènes d'enfants
Haydn : Symphonie No 94 « Surprise »
Berlioz : Carnaval romain
22.00 h. Paris et ses vedettes

BISCUITS CHOCOLAT CONFISERIE



Meilleurs
plus frais
Moins chers

LISEZ

L'Echo du Katanga
Le journal préféré des
KATANGAIS

PETITES ANNONCES

Rec 19/8

Le 10 août 1962.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 août 1962 (Réf. SR/946/MV.).

Il convient de rappeler qu'à l'issue de plusieurs entretiens avec Monsieur le Président Tshombe, M. le Ministre Munongo et des représentants des autorités locales d'Elisabethville, il avait été convenu que le Camp des Réfugiés serait fermé le 31 juillet 1962, et que les autorités katangaises assumeraient l'entière responsabilité des terrains occupés par le Camp, ainsi que la protection et les soins à donner aux réfugiés qui s'y trouveraient encore après cette date.

Il semble que la plupart des réfugiés demeurés sur place au 31 juillet se sont dispersés spontanément et sont rentrés en ville. Quelque 1000 à 1500 personnes ont toutefois adopté une attitude négative et persistent à occuper les cabanes qu'elles avaient construites dans l'enceinte de l'ancien Camp.

Comme nous l'avons signalé maintes fois aux autorités katangaises, plusieurs centaines de femmes et d'enfants bivouaquent chaque jour juste à l'extérieur du Camp militaire tunisien, sous la garde apparente d'une quinzaine d'hommes.

....

Son Excellence
M. le Ministre Evariste KIMBA
ELISABETHVILLE

Non seulement ces personnes compromettent l'ordre de façon grave, mais elles compromettent aussi leur santé et surtout celle de leurs enfants. Je vous serais obligé de prendre les mesures qui s'imposent pour assurer l'évacuation de ces personnes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

E.W. Mathu

Représentant des Nations Unies
à Elisabethville

Déclaration de Monsieur le Ministre Kimba au Corps Consulaire, le 11 août 1962 à 16 heures.-

Il est beaucoup question dans le monde international de prendre des mesures de sanctions à l'encontre du Katanga.

Le 27 juillet dernier, le Président Tshombe a fait, en cinq points, des propositions pour un règlement pacifique de la crise congolaise. Aussitôt, le lendemain, M. Adoula annonçait la mise au point d'un avant-projet de constitution fédérale "prévoyant la création d'Etats autonomes unis entre eux par des liens juridiques de caractère fédéral".

Une solution de fédéralisme souple, non imposée, mais discutée avec lui, c'est la solution que le Katanga n'a cessé, de toutes les manières, par tous ses efforts, de promouvoir depuis plus de deux ans. Un communiqué de la Présidence, en date du 2 août, a rappelé les principales étapes des démarches constamment entreprises par le Katanga dans ce but. Et tous ceux que n'aveugle pas une passion hostile et incompréhensible contre le Katanga ont suivi, depuis deux ans, les péripéties, parfois tragiques, des démarches du Katanga pour l'établissement, dans l'ancien Congo belge, d'un régime politique approprié aux réalités africaines.

Le 29 juillet, M. Adoula s'est rallié à une solution fédérale. Et les Nations-Unies viennent de désigner le 9 août les juristes internationaux qui doivent donner leur avis sur un texte tout fait préparé unilatéralement à Léopoldville.

Mais une semaine ne s'est pas écoulée depuis les déclarations de M. Adoula que son gouvernement a décidé, le 4 août, de mettre en oeuvre diverses mesures contre le Katanga : interdiction de survol du territoire katan-gais, suspension des télécommunications avec l'étranger, menaces contre les entreprises établies à la fois au Congo et au Katanga....

Tandis que le Katanga, depuis 1960, par une politique prudente a sauvé et développé son économie, le Congo a vu s'effondrer toute son activité et les rentrées de devises comme les rentrées d'impôts y sont tombées à presque rien. Au moment même où M. Adoula parle de relance économique, au moment où le Katanga cherche les moyens de contribuer pour sa part au sauvetage de l'économie congolaise, sans compromettre pour autant l'équilibre de son économie sauvegardée jusqu'ici, M. Adoula prend des mesures par lesquelles il voudrait tenter de paralyser la vie du Katanga.

Au lieu d'un effort de progrès économique et social, le gouvernement de M. Adoula prend des mesures spectaculaires et négatives. Le Katanga veut vivre et travailler en paix et son gouvernement veillera aujourd'hui comme hier à ce que tous ceux qui travaillent au Katanga ne puissent être affectés, ni leurs activités mises en danger par quelque mesure que ce soit.

x

x x

L'Organisation des Nations-Unies va-t-elle s'associer aux mesures prises par le Gouvernement de M. Adoula ? En sa qualité de Secrétaire Général des Nations-Unies, M. Hammarskjöld avait clairement défini dès le 12 août 1960 "que la force des Nations-Unies ne peut être employée pour le compte du gouvernement central, afin d'amener ou de contraindre le gouvernement provincial à une manière d'agir déterminée". De même a-t-il dit encore, entre bien d'autres déclarations, "... Une intervention par la force dans un conflit interne constitutionnel et politique ne saurait être considérée comme compatible avec les principes fondamentaux de l'article 3 de la Charte....".

1. Le gouvernement de M. Adoula interdit le survol de l'espace aérien, l'atterrissage et le décollage en territoire katangais, à partir du 4 août. Le 7 août, le Représentant des Nations-Unies à Elisabethville informe le Gouvernement katangais de la "suspension temporaire des vols en direction du Katanga par tout avion qui ne soit pas un avion de l'ONU". Mais depuis le 4 août, l'ONU empêche à l'aéroport de la Luano l'atterrissage et le décollage des avions. Le 8 août même, la Croix Rouge Internationale se voit interdire par l'ONUC les vols à caractère humanitaire qu'elle effectue depuis plus de huit semaines. Le 7 août, le porte parole des Nations-Unies à Elisabethville explique l'attitude de l'ONUC en se basant sur les décrets pris à Léopoldville et en annonçant la suppression des permis de vol que l'ONUC accordait, parce que ce système serait devenu "inefficace et embarrassant" pour elle en raison des mesures décidées à Léopoldville. Ainsi l'ONUC se fait, de manière plus ou moins directe, agent d'exécution des mesures décrétées à Léopoldville en matière de survol.

2. Le gouvernement de M. Adoula décide, le 6 août, de suspendre tous les services des télécommunications du Katanga avec l'extérieur. Il fonde sa décision sur l'article 32 de la Convention internationale des télécommunications, disposition relative au droit des autorités de porter atteinte au secret des communications.

Le 7 août, le Représentant des Nations-Unies à Elisabethville informe le Gouvernement du Katanga, et confirme par sa lettre du 8 août, non point la décision "de suspendre toutes les télécommunications du Katanga", mais celle de rétablir les télécommunications avec le Katanga, telles qu'elles existaient avant l'indépendance.

Mais pourquoi le gouvernement de Léopoldville veut-il par là prendre, dans l'équivoque, des mesures contre le Katanga ? C'est le 6 mars 1962 déjà, dans un geste préparatoire aux conversations de Léopoldville, voulant donner des gages concrets de sa bonne volonté, que le Katanga a décidé de rétablir les communications téléphoniques avec Léopoldville, comme un nouveau pas vers la normalisation des rapports. Le Gouvernement de M. Adoula n'a donné aucune suite à cette proposition.

Au surplus, parmi les quatre Commissions dont la création a été décidée à Léopoldville et pour lesquelles le Gouvernement du Katanga a désigné ses délégués, il en est une dont la compétence s'étend à l'ensemble des problèmes de transport et de communications. Cette Commission doit faire des propositions d'ensemble sur tous les problèmes qui se posent en matière de transport et de communications en vue de normaliser, en ces domaines, les rapports entre Léopoldville et Elisabethville, sans exposer le Katanga à des risques inutiles de détérioration.

Le gouvernement de M. Adoula et l'Organisation des Nations-Unies regrettent-ils la procédure pacifique d'un règlement durable par une étude objective en Commission ? Nous ne le savons pas. Nos propositions du 27 juillet n'ont pas reçu de réponse et l'adhésion de M. Adoula au principe d'une réforme constitutionnelle de type fédéral est aussitôt suivie de mesures qui cherchent à imposer des solutions par la force.

x

x x

Ce qui nous inquiète, ce n'est pas les mesures que l'on veut prendre, c'est le contenu d'hostilité qu'elles manifestent, au moment où les efforts d'une grande partie des responsables de la vie internationale cherchent la voie d'un règlement pacifique....

Que veut-on ?

De telles mesures détériorent une nouvelle fois le climat, troublent délibérément la confiance nécessaire aux négociations, et ne peuvent conduire à rien. L'Organisation des Nations-Unies va-t-elle se muer en agent d'exécution d'un gouvernement particulier, au risque d'entraîner, par voie d'incident, un nouveau conflit ? En ce moment même, tous les hommes de bonne volonté font ici tout ce qui est en leur pouvoir pour diminuer les risques d'incidents.

Est-ce que M. Adoula ne s'est engagé dans la voie d'un régime fédéral que sous la pression des circonstances et de manière nominale ? Ses protestations de fédéralisme deviennent suspectes si elles sont suivies de manifestations hostiles et menaçantes, qui correspondent au plan d'action contre le Katanga que M. Kamitatu lui soumettait dans une lettre du 14 juin dernier. M. Adoula est-il décidé à ne rien céder encore ?

Ou bien ces mesures sont-elles, une nouvelle fois, comme il est arrivé d'innombrables fois depuis deux ans, une manifestation des forces obscures qui s'acharnent contre le Katanga, et par là contre le Congo lui-même, pour faire échouer toute négociation, tout accord, pour entraver toute tentative de rapprochement et condamner les populations de l'ancien Congo belge à un chaos prolongé ? Pour quel sombre dessein travaillent-elles ?

Nous ne nous laisserons pas décourager par ces forces adverses. Le Katanga continue inébranlablement à vouloir un règlement pacifique. Le gouvernement et le peuple katangais ont choisi librement, depuis toujours de trouver un terrain d'entente avec Léopoldville et de régler pacifiquement leurs problèmes dans le respect des droits du Katanga. Ils veulent contribuer, dans la mesure de leurs moyens, au bonheur de toutes les populations du Congo. Ils n'entendent pas céder à aucune forme d'intimidation, mais sont prêts à la libre discussion de solutions raisonnables qui tiennent compte de leurs légitimes aspirations.

01

PRIORITY

72

ref 14/8

1962 AUG -9 AM 11: 15

O.N.U.C.

35806

UC72

4UC90 027

SS 4UC75

DE 4UC90 27/09

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

ACTION COPY

S.R.S.G.

☐ Action Completed
Initials _____
Return to Registry Section

RECEIVED
1010 Z
REITER QUERIES
HQ ONUC
MESSAGE CENTRE

UNKLAS ELLEO 1062 GARDINER FROM MATHU GELLOWING IS TEXT OF LETTER SR /934/MV RECEIVED FROM E. KIMBA DATED 8 AUGUST 62 QUOTE J'AI L'HONNEUR D'ACCUSER RECEPTION DE VOTRE LETTRE KG-141 DU 7 AOUT 1962 AU SUJET D'UNE VOITURE ONUC DE MARQUE BUICK. JE DONNE DES INSTRUCTIONS POUR QUE CE VEHICULE VOUS SIT RENDU AU PLUS TOT. JE SAISISCETTE OCCASION DE VOUS RAPPELER QUE NOUS ATTENDONS EGALEMENT DE VOUS LA RESTITUTION QUI NOUS A ETE PROMISE DES SIX FUSILS FALL NO 028, 038, 131, 138, 140, 147 ET DE LA CAMIONNETTE RENAULT NO. 8049 APPARTENANT A LA CARDE PRESIDENTIELLE. JE VOUS REMERCIE DES ORDRS QUE VOUS VOUDREZ BIEN DONNER EGALEMENT A CE SUJET POUR QU NOUS PUISSIONS PROCEDER A LA RESTITUTIONS RECIPROQUE DE CES MATERIELS UNQUOTE BT

CFN ~~1062 934 8 82 141 7 1962 028 038 131 138 140 147 8049~~

09/0905Z AUG 4UC90



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-223

Ref 10/8

Elisabethville, 9 August 1962

TO: Mr. Robert K. Gardiner, Officer-in-Charge of ONUC, Leopoldville

FROM: Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville

Eliud W. Mathu

Subject: Administrative Circulars

.....

I forward herewith for your information Administrative Circulars Nos. 38, 41, 42 and 43. Specifically I should like to draw your attention to Circular No. 43 reference to which I have made in another occasion.

ONUC
Elisabethville

13 July 1962

Administrative Circular No. 38

TO : All Civilian Staff Members
FROM : Jean Back, Deputy to Officer in Charge
SUBJECT : Security Measure

It is brought to the attention of all staff members that they may now circulate within the city during the daytime. After 6 p.m. the city will however remain out of bounds untill further notice.

ONUC
Elisabethville

18 July 1962.

Administrative Circular No. 41

To: All ONUC Civilian and Military
Staff Members

From: D.W. Mathu, Chief UN Representative

Re: Traffic Regulations

It is brought to the attention of all ONUC personnel that the local traffic regulations must be strictly adhered to and the lower speed limits imposed locally must not be exceeded. In addition, the following speed limits must be observed:

- | | | | |
|-----|------------------------------|---|---------------------|
| (a) | 3 ton vehicles and above | - | 40 km. or 25 m.p.h. |
| (b) | Jeeps, 15 cwts.-1 ton trucks | - | 50 km. or 31 m.p.h. |
| (c) | Passenger vehicles | - | 60 km. or 38 m.p.h. |

Failure to comply with the above instructions will result in disciplinary action and offenders will be required to surrender their ONUC driving permits.

Drivers of ONUC vehicles involved in accidents as a result of exceeding the maximum speed limits imposed will be held responsible and will be required to pay for the resulting damage.

Service military police will check the speed of all civilian and military vehicles.

ONUC
Elisabethville

16 July 1962

Administrative Circular No. 42

To : All Civilian Staff Members
From : Jean Back, Deputy to Officer in Charge
Re : Security Measure

Staff Members are strictly forbidden to go to town tomorrow, 19 July 1962, either during the day or night time.

After 19 July, circular No. 38, informing that the city is out of bound after 6 p.m., will still be in force.

ONUC
Elisabethville

Administrative Circular No. 43

To: All Civilian Staff Members
From: E.W. Mathu
Chief UN Representative
Re: Security Measures

24 July 1962

It is brought to the attention of all ONUC Personnel that military road blocks have been established, and with the exception of the one leading to the airport barriers should not be crossed as personnel will then penetrate areas guarded by the Katangese Gendarmerie and are liable to be molested and arrested.

Personnel who, in the course of their duties, are required to visit areas not protected by ONUC military personnel should inform the Security Section accordingly so that we know their whereabouts.

Personnel who disregard the above instructions do so at their own risks.

9 August

2

To : Mr. E.W. Mathu, Ch. of UN Representative, Elisabethville
From : E.K.A. Gardiner, Officer-in-Charge

In reply to your memo of 1 August concerning President Tshombe's protest regarding ONUC's refusal to accept Katangese newspapers addressed to Katangese deputies in Leo as well as to Ministers of the Central Government in the UN pouch I agree fully with your interpretation of my previous instructions. You may therefore reply that while ONUC will be ready to accept the letters it will not extend this courtesy offered to Deputies to cover newsprint.

JEB

JB /sl

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-219

To Mr. R. K. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leo
From E.W. Mathu, Chief UN Representative, Eville
Subject Creation of North-Katanga Province

8 August, 1962

Shu

copies sent to N.Y. 10/8

.....

For your information, enclosed please find copy of
a letter received from the President of the Balubakat in the
Refugee Camp regarding the creation of a North-Katanga Province.

COPIE

Camp des réfugiés

BALUBAKAT

Fait à Elisabethville le 5.8.62

M. Joseph KASA-VUBU, Chef d'Etat
M. Cyrille ADOULA, Premier Ministre
M. Jason SENDWE, Vice-Premier Ministre,
Leopoldville

Mr. Mwamba I. Prosper, Président Provincial du
Nord Katanga
Mr. Andre Shabani, Commissaire Extra-Ordinaire
du Nord-Katanga
M. MATHU, Représentant des Nations-Unies au
Katanga
M. Cléophas Kamitatu, Ministre de l'Intérieur
à Léopoldville

Monsieur le Lieutenant Colonel
ASSINE, REMIZA,
Elisabethville

Son Excellence,

Les nouvelles diffusées à partir de Léopoldville et d'autres pays du Monde on fait savoir la création d'une nouvelle province dite: PROVINCE DU NORD-KATANGA, en notre faveur.

Nous référant à ces paroles, après avoir constaté que le Parlement Congolais et les Conseils de sages (Sénat) a approuvé avec une majorité très écrasante l'existence de cette nouvelle Province, voici annexé à cette lettre une carte montrant ses limites frontalières.

Les territoires en rouge montrent la Province Nord-Katangaise et ceux en bleue, la province Sud-Katangaise. Nous tous Baluba réfugiés nous appartenons à la Province du NORD-KATANGA.

Veuillez agréer, Son Excellence, nos considérations très distinguées.

Pour le peuple Muluba,

Le Président KAPIA MICHEL

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-217

Elisabethville, 7 August 1962

TO Mr. Robert K. Gardiner, Officer-in-Charge of ONUC, Leopoldville
FROM Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
SUBJECT MR. FACIONI

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Shu' or 'Shu' with a flourish.

..... Attached please find copy of two memoranda dated 2 August and 7 August from Mr. Fulcheri on the subject of two conversations he had with Mr. Facioni which I transmit to you for your information.

ME-103

CONFIDENTIAL

Elisabethville, 7 August 1962

TO Mr. Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
FROM Gualtiero Fulcheri, Deputy, UN Representative, Elisabethville
SUBJECT MR. FACIONI

1. Further to my memorandum ME-98 of the 2nd August, Mr. Facioni has supplied me with copy of the interview that Tshombe has given to the ANSA Agency on the 2nd August. There is really nothing very new in it.
2. However, Mr. Facioni informed me that Tshombe has charged him with arranging for a meeting with Kenneth Kaunda, the Nationalist leader of Northern Rhodesia. According to Mr. Facioni, Mr. Kaunda has at several times attacked Tshombe's policy as a pro-Belgian policy and Tshombe would like to meet Kaunda in order to explain to him how good an African he is. Apparently the purpose of the whole exercise would be for Tshombe to work to create a reputation for himself of a "regular guy" and an African nationalist, reputation which so far he does not appear to have.
3. Mr. Kaunda is hiding at present and should he accept to meet Tshombe, the meeting would have to be held in some secret place of Northern Rhodesia or perhaps of Katanga.
4. I am unable to evaluate this information. However, it may very well be that, in the general framework of a new Katangese public relations policy, Mr. Tshombe may try some "avance" towards more progressive African leaders.

COPY

Confidential

ME-98

2 August 1962

Mr. E.W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville

Gualtiero Fulcheri, Deputy UN Representative, Elisabethville

Mr. Faccioni

Last night I had over for dinner at my house the Italian Consul and Mr. Faccioni who is the correspondent for ANSA in Africa. Mr. Faccioni came late since he had been delayed by an interview with Mr. Tshombe. When the Italian Consul left, Mr. Faccioni remained and asked me for "dispassionate, objective and friendly advice" on the following problem.

Mr. Tshombe has offered Mr. Faccioni a job as adviser on information matters or, if he so chooses, as Chief Information Officer for the Katangese Government. The offer was made a few days ago and repeated yesterday during the interview. Mr. Faccioni wanted to know my opinion whether he should accept the offer or not; he mentioned that his acceptance would not mean that he would leave ANSA.

During the course of the evening, Mr. Faccioni had expressed rather strong anti-Katangese feelings and had made a long, pro-Lumumba declaration. His request for this advice, therefore, came as a surprise to me. However, I told him that, in my opinion, the offer was not an interesting one from the professional point of view and this his reputation as a serious journalist would certainly receive a heavy blow should it become known that he was in the pay of a Katangese authority. I also alluded to the fact that the Italian Government, on which ANSA news agency depends, might not be too pleased with the arrangement proposed by Mr. Tshombe. I made it very clear that all these statements were a personal opinion and "from one Italian to another".

Mr. Faccioni remarked that he actually felt the same way as I did and that he was not willing to put his reputation at stake "for some few thousand pounds a month".

cc. Mr. Norman Ho,
Chief, OPI

KG/142

Le 7 août 1962.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre sous ce pli une liste des récents gestes provocateurs de la gendarmerie katangaise à l'encontre des diverses positions des Nations Unies à Elisabethville et environs, en vous priant de bien vouloir prendre d'urgence les mesures dont il est question au paragraphe 7 du document ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

E.W. Mathu
Représentant des Nations Unies
à Elisabethville

Son Excellence
M. le Ministre Evariste KIMBA
ELISABETHVILLE

LES RECENTS GESTES DE PROVOCATION
DE LA GENDARMERIE KATANGAISE

INTRODUCTION

1. Au cours des quelques dernières semaines, la Gendarmerie katangaise a établi de nouveaux postes et barrages routiers et s'est livrée à des actes de provocation aux lieux suivants :

- a) District du terrain de golf
- b) Carrefour de la route MUNAMA et de l'Avenue DES PATURAGES
- c) Carrefour de la route ELISABETHVILLE/JADOTVILLE et du Sentier MARTINI
- d) Sentier longeant le ruisseau de LA LUANO en direction de l'aérodrome de LA LUANO.

2. Nous exposons dans les paragraphes ci-après les détails des incidents qui se sont produits à chacun des endroits précités.

3. District du terrain de golf

- a) Le 15 juillet, la gendarmerie a établi un barrage routier au Carrefour de la route KASAPA/KARAVIA, près du terrain de golf.
- b) Le 16 juillet, le Colonel Kiembe a inspecté les positions de la gendarmerie et, sur son intervention, celle-ci s'est repliée sur KARAVIA.
- c) Le 24 juillet, un officier et une trentaine de gendarmes armés se sont approchés des positions de l'ONU dans le district du terrain de golf. Parvenus à 20 mètres de ces positions, ils ont lancé des cailloux, proféré des moqueries et pointé leurs armes en direction des soldats onusiens. Malgré des avertissements donnés de vive voix, la gendarmerie n'a évacué les lieux qu'au crépuscule.
- d) Le 25 juillet, la gendarmerie a récidivé. De plus, elle a creusé de nouveaux retranchements dans des termitières, en avant de la Station de radio.
- e) Le 25 juillet, à 17 h.30, le Colonel Kiembe a de nouveau inspecté les positions et ordonné à la gendarmerie de réintégrer ses positions. Elle n'a toutefois pas obéi.
- f) Le 26 juillet, à 09.30, le Colonel Kiembe a de nouveau demandé à la gendarmerie de se replier, mais elle n'a reculé que de 200 mètres et a continué à creuser de nouveaux retranchements dans le secteur de la Station de radio.

....

- g) Le 31 juillet, le Lieutenant PAUL, officier de liaison de la gendarmerie auprès du QG de l'ONU, est allé se rendre compte des positions prises par la gendarmerie et lui a demandé de se replier sur ses positions antérieures. Il lui a été répondu que cette prise de position au GYMNASE (à proximité des positions onusiennes) faisait suite aux ordres du Général MUKE.
- h) Le 1er août, 15 paracommandos, armés de fusils et baïonnette au canon, se sont approchés à 30 mètres des positions de l'ONU, ont pointé leurs armes en direction des troupes onusiennes et ont exécuté toutes les opérations de tir, sans utiliser de munitions. Deux gendarmes parlant l'anglais ont proféré des insultes à l'adresse des soldats onusiens.
- j) Le 3 août, lorsque l'officier de liaison de la gendarmerie a demandé aux gendarmes de se replier sur leurs anciennes positions, conformément aux nouveaux ordres du Général MUKE, l'officier du détachement lui a répondu que si le Général MUKE venait en personne donner un tel ordre, il ne lui obéirait pas et que tous ses soldats dépouilleraient le Général MUKE de son uniforme.
- k) La situation décrite ci-dessus et les gestes provocateurs de la gendarmerie persistent à l'heure actuelle.

4. Carrefour de la Route de la MUNAMA et de l'Avenue des PÂTURAGES

Le 31 juillet, la gendarmerie a établi un nouveau barrage routier au Carrefour de la route de la MUNAMA et de l'Avenue des Pâturages, qui se trouve nettement à l'intérieur du secteur commandé jusqu'à présent par l'ONU et en arrière du barrage routier de l'ONU, sur la route DON BOSCO. Le Chef de l'Etat-Major du Secteur B a signalé ce mouvement au Colonel KIEMBE, Chef de l'Etat-Major de la gendarmerie, et l'a prié de donner ordre aux gendarmes de ce barrage routier de retourner à leur poste initial. Le Colonel Kiembe a répondu qu'il regrettait de ne pouvoir le faire, car ce barrage routier avait été établi sur les ordres précis du Général MUKE.

5. Carrefour de la route ELISABETHVILLE/JADOTVILLE et du Sentier MARTINI

Le 3 août, la gendarmerie s'est déplacée de quelques kilomètres en avant de son ancien barrage sur la route de Jadotville, et a établi un nouveau barrage au carrefour de la route de Jadotville et du Sentier Martini. Le sentier Martini conduit vers le sud, ^a de l'aérodrome de la Luano.

6. Sentier longeant la Luano en direction de l'aérodrome de la LUANO

Au cours de la semaine écoulée, la gendarmerie a établi de nouveaux postes sur le sentier de la LUANO qui part de la CHAUSSEE DE KASENGA. Ce sentier conduit à la partie sud de l'aérodrome de la LUANO.

CONCLUSION

7. Ces gestes de provocation de la part de la gendarmerie sont extrêmement dangereux; ils peuvent en effet provoquer des incidents qui risquent, à leur tour, de déclencher un conflit. Il est donc indispensable, pour le maintien de la paix et de la sécurité, que la gendarmerie soit amenée à se replier sur ses anciennes positions, en vue de rétablir le statu quo, et à s'abstenir de tout geste provocateur.

KG/14⁴_B

Le 8 août 1962.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la partie de notre entretien d'hier relative aux nouveaux barrages établis récemment par votre Gendarmerie à Elisabethville et dans les environs. Vous m'avez demandé s'il ne serait pas possible de fixer rétroactivement une date repère à partir de laquelle les barrages établis par votre Gendarmerie pourraient être considérés comme réguliers.

Je suis en mesure de vous proposer de fixer cette date au 13 juillet 1962 et de faire disparaître par conséquent tous les barrages installés depuis cette date. Je sais que vous comprenez toute l'importance d'une telle initiative en vue d'éviter tout nouvel incident risquant de compromettre gravement le maintien de la paix.

J'espère que vous pourrez accepter cette date comme traduisant le statu quo dont il est question au paragraphe 7 de ma lettre KG/142 du 7 août 1962.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

E.W. Mathu
Représentant des Nations Unies
à Elisabethville

Son Excellence
M. le Ministre Everiste KIMBA
ELISABETHVILLE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-220

To Mr. R. K. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leo
From E.W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
Subject Meeting with Minister Kimba on 7 August, 1962
8 August, 1962

file 1.0
E.W. Mathu

.....

For your information, enclosed please find minutes
of my meeting with Minister Kimba yesterday at 16.30 hours.

Entretien du 7 août 1962 à la Présidence

MM. Mathu et Kimba

Etaient présents : MM. Mathu et Aupy
E. Kimba

Arrivés à la Présidence à 16 h.20, reçus à 16.30.

M. Mathu : Je suis très heureux de l'occasion que vous m'avez donnée de venir vous voir aujourd'hui. J'ai deux renseignements que j'aimerais vous communiquer :

1° J'aimerais avant tout vous parler de la suspension provisoire du survol du territoire congolais, décision qui n'émane pas de l'ONU.

Cela est peut-être dû à l'incident de l'avion rhodésien qui a dû atterrir à Manono. Cette question nous a causé beaucoup de difficultés et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour ramener la situation à ce qu'elle était avant l'incident. Nous essayons d'obtenir l'autorisation du Gouvernement central de libérer le pilote et l'équipage de cet avion, mais pour l'instant nous n'y sommes pas parvenus. Toutefois, nous déployons tous nos efforts pour obtenir que le Gouvernement de Léo prenne une décision à bref délai. Nous tentons également tout ce que nous pouvons pour obtenir de ramener à Eville les deux jeunes Katangais qui sont retenus à Manono par les autorités congolaises. Là encore, je vous le répète, nous faisons tout ce que nous pouvons, mais il n'y a rien de décider encore pour qu'on les remette entre nos mains.

J'aimerais insister sur le fait qu'il ne s'agit nullement de décisions relevant des Nations Unies; ce sont des décisions que seul le Gouvernement central peut prendre.

Pour notre part, nous avons estimé qu'il était de notre devoir d'informer tous les intéressés de cette suspension provisoire des vols, de façon à faciliter l'application des décisions dans ce sens. Je tiens donc à insister sur le fait que la mesure de la suspension des vols au-dessus du territoire du Congo, que la décision de ne pas relâcher le pilote, l'équipage de l'avion et les deux passagers katangais sont des décisions prises uniquement par le Gouvernement central et non pas par les Nations Unies. Permettez-moi de répéter encore que nous nous efforçons de rétablir la situation comme elle était avant l'incident de l'avion de Manono.

2° La deuxième information que je désire vous transmettre est que les autorités du Gouvernement central ont décidé de reprendre les communications (téléphone, télégramme, télex) avec les services de télécommunications d'Eville. Autrement dit, de rétablir la situation telle qu'elle était le jour où ces services ont été interrompus, il y a quelque temps. Une fois que vous aurez pris contact avec votre ministre provincial des télécommunications, j'aimerais savoir si vous êtes prêts à reprendre, de votre côté, les télécommunications avec Léo, comme elles existaient auparavant.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

Il y a en outre une autre question fâcheuse sur laquelle j'aimerais revenir et qui fait suite à mes entretiens avec M. le Président Tshombé et à un échange de lettres avec lui, et à ~~la~~ celle que je vous ai adressée hier : J'entends parler de la fourniture de vivres et de tout ce dont a besoin la population de la région de Kongolo. Vous savez que c'est une question que j'ai personnellement étudiée avec la plus grande attention, car je la trouve extrêmement importante, du fait qu'elle touche à la vie humaine.

Je voudrais vous dire qu'en attendant qu'une décision soit prise, en cas de besoin et si les autorités katangaises en font la demande, les Nations Unies sont disposées à assurer le transport de vivres pour les populations de Kongolo, au nom des autorités katangaises. Ceci en attendant que des mesures soient prises quant à la reprise du trafic aérien normal. Mais nous devons bien entendu obtenir l'autorisation du Gouvernement central pour confirmer cette proposition.

Si vous avez des commentaires à faire sur ces trois points que je viens d'exposer, je vous donne la parole.

M. Kimba : Je vous remercie beaucoup. Vous m'avez communiqué deux décisions prises par le Gouvernement central. J'en prends bonne note au nom du Gouvernement. Je ne veux pas discuter ces questions, mais je veux seulement ^{vous} poser quelques questions, en votre qualité de Représentant des Nations Unies à Eville.

- La décision d'interdiction de survoler le territoire a été prise par le Gouvernement central et l'exécutant, si j'ai bien compris, c'est l'ONU. Je voudrais avoir des précisions sur le point de savoir si la décision du Gouvernement central sera exécutée par l'ONU ?
- Ma 2ème question : L'avion de la Rhodésie qui volait avec l'accord de l'ONU est retenu à Manono; l'équipage et les deux passagers (stagiaires) katangais sont détenus par le Gouvernement central et l'ONU exécute l'ordre du Gouvernement central ?
- Ma 3ème question : Au sujet de la reprise des télécommunications. Il y a décision du Gouvernement central, si j'ai bien compris, pour qu'on reprenne la liaison comme par le passé. Vous me demandez d'entrer en contact avec notre Min. des télécommunications et de vous faire rapport. Avant d'entrer en rapport avec notre ministre des télécom., je voudrais savoir :
Si les deux questions que j'ai posées, à savoir si les Nations Unies se posent comme "exécutant" de la décision du Gouv't central en d'autres termes, si mon collègue des télécommunications n'accepte pas de remettre la situation comme par le passé, l'ONU, manu militari, va s'emparer de la Poste et des installations et les placer à disposition du Gouvernement central ?

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Kimba - suite)

Pour nous ce sont autant de questions. Une question encore : L'ONU est-elle pour nos négociations ou pour la solution de la crise par la force ? Parce que nous voudrions bien être fixés sur l'attitude de l'ONU et du Gouvernement central pour la solution de cette crise.

A propos du ravitaillement de Kongolo, je crois que lorsque le Président et moi-même avons discuté du ravitaillement de Kongolo, il n'était nullement question que le ravitaillement de ces populations se fasse par l'ONU. Parce qu'il ne faudrait tout de même pas qu'il y ait contradiction. Il faut qu'on nous dise exactement quelle est la situation. Nous ne pouvons rien promettre, nous ne pouvons pas dire que nous l'acceptons ou que nous la refusons, cette décision, sans la connaître. Le jour où l'ONU va nous dire clairement sa position vis-à-vis du Gouvernement central - pour ce qui est du survol par avion, des télécommunications, à ce moment-là nous pourrions étudier la question et dire ce que nous en pensons.

Je crois que si M. Mathu est habilité pour me répondre sur le champ, il peut me répondre, sinon nous pouvons remettre la séance.

M. Mathu : Il y a certains points sur lesquels je peux vous donner une réponse immédiate.

Tout d'abord, depuis que je suis à Eville et que je m'entretiens avec le Président et avec d'autres représentants de son gouvernement, j'ai toujours déclaré que - et cela sans la moindre équivoque - les Nations Unies n'entendaient nullement recourir à la force en quoi que ce soit. Ce n'est pas dans ses intentions.

M. Kimba : je prends bonne note que les Nations Unies ne doivent pas recourir à la force pour l'application de décisions. C'est bien comme ça ?

M. Mathu : J'ai dit qu'à mon point de vue, et qui est celui aussi de M. Gardiner, il n'a jamais été dans l'intention des Nations Unies de recourir à la force pour appliquer une décision.

Je voudrais dire encore que depuis que je m'entretiens, de façon très amicale d'ailleurs, avec le Président et avec ses collègues, j'ai pu constater une certaine ~~ap~~calmie - bien nette - en ville. Le maintien de la paix est évidemment la seule base solide sur laquelle nous pouvons espérer arriver à un bon résultat. Je n'ai jamais eu la moindre hésitation quant à cette ligne de conduite. Je pense que l'esprit de collaboration dans lequel se déroulent mes entretiens avec le Président et les membres de son gouvernement a sans aucun doute permis de faire de grands pas vers une solution positive.

....

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Mathu - suite)

Si vous tenez à ce que je le répète, je puis le faire sans hésiter : Les Nations Unies n'ont absolument pas l'intention de recourir à la force, en aucun cas.

Pour les questions de suspension de vol et de reprise des liaisons (téléphone, télégramme et télex), mon seul rôle ici est d'avertir tous les intéressés au plus vite des décisions qui ont été prises à Léo. Toute personne qui veut obtenir l'autorisation de survoler le territoire de la République du Congo ne devra plus présenter sa demande à mon bureau mais directement à Léo. C'est par conséquent le Gouvernement central de Léo qui décidera si l'autorisation doit être ou ne pas être accordée. Les Nations Unies ne seront nullement un agent d'exécution des décisions de Léo.

M. Kimba : Je voudrais avoir des précisions : Si les Nations Unies ne sont pas agent d'exécution du Gouvernement central, cela signifie que nous pouvons, nous, avec nos avions, aller sur l'aérodrome de la Luano; puisqu'il n'y a pas de soldats de l'ANC, nos avions peuvent partir et atterrir.

M. Mathu : Permettez, j'ai dit que toutes personnes qui veulent obtenir l'autorisation de survoler le territoire du Congo doivent adresser leurs demandes au Gouvernement central à Léo, qui statuera.

M. Kimba : Nous parlons de "l'agent d'exécution". Il y a une décision prise par le Gouvernement central de Léo et pour l'exécuter ? J'ai enregistré avec satisfaction la réponse de M. Mathu, selon laquelle l'ONU ne peut pas servir d'agent d'exécution du Gouvernement central.

M. Mathu : Ce que je veux bien faire comprendre, c'est que sans être à proprement parler agent exécutif du Gouvernement central de Léo (il faudra que les demandes soient adressées à Léo), l'ONU ici se contentera de dire à Léo que nous n'avons pas d'objection à ce que tel ou tel vol ait lieu. L'intervention de l'ONU ne serait que de faire connaître à Léo que telle circonstance ici existe.

A propos de l'avion destiné au ravitaillement de Kongolo : il n'y a pas de contradiction dans notre attitude par rapport aux entretiens que j'ai eus précédemment avec M. le Président. D'ailleurs, ces entretiens sont antérieurs à l'incident de Manono. La situation actuelle est que les vols ont été suspendus. Nous sommes devant un fait accompli et ce que je vous ai dit samedi dernier, soit que si les avions qui normalement assurent les transports à destination de Kongolo sont empêchés de partir, nous sommes prêts, nous Nations Unies, à assurer, à titre de mesure provisoire, le transport de vivres et de biens essentiels, pour venir en aide à ces populations, immédiatement.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Mathu - suite)

A propos des télécommunications : je vous ai donné le renseignement qui m'est parvenu : Si vous entendez reprendre cette question maintenant, ou si vous préférez attendre d'avoir pris contact avec votre ministre : cela est une décision qui vous appartient entièrement. Mais je tiens à protester contre les propos que vous avez énoncés : "Si votre ministre des communications refuse de reprendre les liaisons avec Léo, les Nations Unies prendront, manu militari, les installations pour les mettre à disposition de Léo." Je proteste énergiquement; je ne m'attendais pas, je l'avoue, à une telle réaction de votre part, car je ne faisais que vous transmettre un renseignement.

M. Kimba : Je vous remercie encore une fois de m'avoir éclairé. Je crois que vous n'avez pas répondu directement à une question. C'est celle du problème des Télécommunications : Comment est-ce que le Gouvernement central compte faire rétablir la situation comme par le passé ?

M. Mathu : Je suppose qu'avant l'interruption des communications il y avait des contacts directs entre Eville et Léo, par téléphone, par télégramme et par télex. Si l'on a coupé les communications à l'une des extrémités et que l'autre extrémité a apparemment le désir de ~~voir~~ rétablir les liaisons, elle veut savoir si vous êtes aussi prêt à les rétablir.

M. Kimba : C'est à étudier; je ne veux pas prendre de décision. Je veux encore demander quelque chose : A deux reprises, M. le Président s'est rendu à Léo pour arriver à trouver une solution. Lors de son dernier séjour, il a été question, on a parlé de créer quatre commissions. Ces commissions ont été créées et le Président a désigné les membres de ces 4 commissions. L'ONU en a été officiellement informée, ainsi que le Gouvernement central. Parmi ces commissions, l'une devait s'occuper des problèmes de télécommunication, l'autre des questions relatives aux transports... Si j'ai bien compris, c'est une simple question que je pose, le Gouvernement central considère maintenant ces commissions comme n'ayant plus aucune valeur ?

Je pose cette question pour que nous sachions si nous devons préparer encore les pourparlers ou si nous devons considérer que ces préparatifs ne sont plus nécessaires ? Parce que les négociations, elles devaient voir le problème télécommunications, transports, etc... Aujourd'hui, unilatéralement, une des parties prend position. Avant de prendre nous-même position, nous devons savoir, être fixés : Pense-t-on recourir encore aux négociations, ou change-t-on de tactique, pour arriver à une solution par d'autres moyens ?

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

M. Mathu : C'est une question que j'étudierai et je vous ferai part de cela plus tard.

M. Kimba : Pour terminer, nous devons revenir sur le problème de Kongolo. En ce qui concerne l'interdiction de survol, le Gouvernement katangais n'a pas encore pris position.

Pour les télécommunications : pas encore pris position.

Pour le ravitaillement de Kongolo, je peux répondre : M. Mathu, vous avez employé une phrase magnifique en disant que c'était là un problème humain. Et c'est très bien que nous, membres du Gouvernement, élus par ces populations actuellement à Kongolo, ayions comme l'une de nos obligations de venir en aide à ces populations qui sont en difficulté. Actuellement, les gens de Kongolo savent, ils connaissent comme ils l'ont toujours appris, ce qui s'est passé à Eville, cet état de guerre entre l'ONU et nous du Gouvernement. Ces gens sont en guerre avec les soldats de l'ANC; ils savent également que là où il y a des soldats de l'ANC il y a aussi des soldats ONU. Ils savent encore que les soldats des Nations Unies ravitaillent en vivres et en munitions les soldats de l'ANC. Ils savent en outre que l'ONU a pris parti pour le Gouvernement central dans le conflit qui nous oppose, nous du Katanga et Léo. Comment aller demander maintenant, humainement, à ces gens-là d'être ravitaillés par des avions de l'ONU ?

En décembre, ils ont été mitraillés par les Canberra de l'ONU. C'est un très beau geste de votre part, M. Mathu, que de nous suggérer d'aider ces populations, mais en toute conscience, dans les circonstances actuelles, - nous allons étudier le cas - je crois qu'en principe les membres du gouvernement seront vraiment hésitants d'accepter l'offre venant des Nations Unies pour aider ces populations. Je vais néanmoins demander.

Le jour où vous avez discuté avec le Président, vous avez dit que les Nations Unies voulaient en finir avec toutes ces affaires parce qu'elles n'ont plus d'argent et pas de temps. Or, nous membres du Gouvernement du Katanga, nous voulons ravitailler ces gens de Kongolo : c'est une perte en moins pour l'ONU. Je ne vois pas exactement pourquoi, pour Kongolo, les Nations Unies sont prêtes à nourrir les populations et d'un autre côté elles nous empêchent de collaborer en suspendant les avions ici. Une population qui a souffert, qui a encore des blessures, je crois que c'est mieux, pour le moment du moins et compte tenu des circonstances passées, que cette offre soit écartée.

Nous devons chercher une autre solution pour ravitailler en vivres les populations de Kongolo. Parce que ces gens ont droit à la vie. Il ne faut pas qu'ils soient victimes de nos conflits politiques et idéologiques. Dans ce cas, M. Mathu, vous devez nous montrer que vous êtes Africain et que vous pensez à vos frères Africains. Parce que des déclarations de ~~d'intentions~~ ne suffisent pas.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Kimba - suite)

Ici actuellement, l'ex-Congo belge est dirigé par un grand Africain, M. Gardiner. L'ONU au Katanga est dirigé par un Africain : il faut que cela reste dans l'histoire. Il faut que vous, M. Mathu, vous posiez des actes pour montrer que vous êtes des Africains. Nous sommes là pour collaborer avec vous, mais à condition que nous ne soyons pas à la remorque d'autres puissances. Nous sommes prêts à accepter toutes les solutions, à condition que ces solutions soient réellement dans notre intérêt. Il faut que vous sachiez que jamais nous n'accepterons de solutions si elles ne sont pas dans l'intérêt des populations du Katanga. Vous, comme Africain, vous vous devez de travailler dans le même sens.

Je crois avoir fini.

M. Mathu : Je pense que vous avez une grande confiance en ma mémoire, mais il serait difficile, je crois, que vous vous attendiez à ce que je réponde à toutes les questions que vous avez soulevées. Je vais tout de même essayer de répondre de suite à certains points.

M. Kimba : je ne prétends pas que vous répondiez sur le champ à tout !

M. Mathu : Je vais vous donner certaines réponses, mais elles ne seront pas forcément dans l'ordre où vous ~~avez~~ avez présentées les questions.

Je voulais relever que c'est précisément parce que je suis moi-même Africain que je désirais prendre l'initiative de faire une offre pour venir en aide immédiatement aux gens de Kongolo, tandis que les autres discutent politique. Je suis déçu que vous n'ayez pas accepté cette offre faite en toute sincérité, par un Africain, pour aider nos frères Africains dans cette région. Je voulais justement vous signaler qu'il s'agissait, à mon point de vue, d'une mesure provisoire, dans l'attente d'une solution qui serait adoptée à propos des vols. Vous dites que nous collaborons avec ~~le Gouvernement central~~ le Gouvernement central pour faciliter l'application de ses décisions à propos des vols; or, ceci n'est pas exact : Nous ne sommes en réalité qu'un Bureau de poste. En réalité, ma proposition revient à une offre de collaboration par les Nations Unies pour vous aider à ravitailler les gens de Kongolo. A nouveau, je regrette vivement que vous ayez refusé ma proposition, vraiment très humanitaire. En ma qualité d'Africain, je tiens à souligner qu'à cet égard ma conscience est parfaitement claire. Si des avions Canberra ont mitraillé ou essayé de mitrailler Kongolo dans le passé, j'avoue ne pas le savoir. Je n'ai aucun renseignement confirmant que l'ONU ravitaillait les troupes de l'ANC en vivres et en munitions, dans cette région. Je n'ai absolument aucune information confirmant votre affirmation que "là où se trouvent des troupes ANC on trouve également des troupes de l'ONU".

Entretien du 7-8-62 de M; Mathu avec M. Kimba

(M. Mathu - suite)

Ce sont là les questions que je me rappelle tout de suite. Si en relisant le compte rendu je découvre d'autres questions auxquelles je voudrais vous répondre, je le ferai par écrit ou au cours d'un prochain entretien.

M. Kimba : Je vous remercie encore, M. Mathu de tout ce que vous avez dit. J'ai enregistré une chose importante, c'est que l'ONU n'est pas l'agent exécutif du Gouvernement central.

M. Mathu : Je précise que cela dépend de la façon ^{dont} vous envisagez cette intervention de l'ONU et des domaines de son application.

M. Kimba : Cela fait partie des questions posées. Je crois que vous devrez tranquillement relire tout ce que nous avons dit ici et si vous en avez le temps me répondre par écrit sur ce que vous entendez exactement, dans quels domaines l'ONU peut être agent d'exécution.

M. Mathu : Je tiens à souligner que nous sommes en fait ici pour transmettre des renseignements. Nous nous considérons comme un Bureau de poste. Si vous considérez cela comme "agent d'exécution", alors nous le sommes... Vous pouvez le faire.

M. Kimba : je crois qu'il y a malentendu; j'ai bien précisé : Il y a décision prise par le Gouvernement central. J'ai demandé quelle est l'attitude de l'ONU à l'égard de cette décision. J'ai demandé si l'ONU était disposée à aider le Gouvernement central pour exécuter cette décision; c'est net et clair.

Je sais très bien que M. Mathu vient me communiquer les décisions de Léo. Ce que je veux savoir : c'est quelle est l'attitude de l'ONU à l'égard de la décision de Léo.

M. Mathu : Toutes les mesures, toutes les décisions prises hier par le Gouvernement central n'émanent pas des Nations Unies : elles ont été décidées par le Gouvernement central.

M. Kimba : Les mesures, oui, et l'exécution ? Je n'exige pas que vous répondiez tout de suite ici.

Il y a une question à laquelle je voudrais avoir réponse : Savoir si les commissions qui ont été créées à Léo en vue d'arriver à une solution de la crise sont maintenue, si on trouvera une solution par négociations ou non ? Là, je crois que vous, M. Mathu, pouvez servir d'agent "transmetteur" auprès du Gouvernement central.

M. Mathu : A ce sujet je vous ai promis de me renseigner et de vous tenir au courant.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

M. Kimba : Oui, vous avez promis. Quand nous aurons votre réponse, nous l'étudierons et nous vous répondrons aussi.

C'est de M. Mathu : Une question à laquelle j'ai promis de vous répondre pour vous dire si le Gouvernement central a vraiment l'intention de poursuivre les négociations par l'intermédiaire des quatre commissions. Je crois avoir répondu aux autres questions.

Il y a en outre le point suivant : celui où vous affirmez que dans la région de Kongolo les Nations Unies agissent en tant qu'agent exécutif.

M. Kimba : Je ne veux pas discuter : je peux vous renvoyer, M. Mathu, aux archives de l'ONU... Je crois que ce problème est réglé à moitié et à moitié en suspens... Nous allons quand même continuer nos bonnes relations avec l'ONU.

Je voudrais profiter de votre présence pour discuter des cas que vous reprenez dans deux lettres que vous m'avez adressées :

- Dans une de vos lettres vous parlez du problème des barrages que nos gendarmes ont établis à nouveau, de ce qu'ils ont creusé de nouvelles tranchées. Vous demandez que nos soldats reprennent leurs positions antérieures.
- Dans une autre lettre vous me parlez d'une voiture BUICK qui aurait été saisie par nos gendarmes.

J'ai reçu ces lettres cet après-midi; j'ai immédiatement demandé des renseignements à notre Etat-Major et il va me les donner. Je répondrai demain ou après-demain, selon les éléments qui me parviendront. Mais avant cela, je voudrais soulever une question de principe : Les barrages de l'ONU et les barrages de nos gendarmes : à quelle date faut-il les ^{considérer} valables ? Quelle est la date fixe, précise, qui doit servir de point de repère pour dire : tel jour les soldats de l'ONU étaient ici, tel jour les gendarmes étaient là : ils ne peuvent plus bouger. Nous devons nous mettre d'accord sur une date, décider que les positions de cette date sont fixes, que ceux qui bougeront seront en infraction. Parce que dans votre lettre vous parlez de provocations. Vous dites que cela peut entraîner des conflits parce que nos gendarmes ont fait de nouveaux barrages. Il faudrait être précis car je crois que tant du côté de l'ONU que de notre côté, nous, civils, tant que nous ne nous mettrons pas d'accord sur la date, nous nous exposerons à des discussions.

Je vais faire un peu d'historique parce que vous venez d'arriver. Lors des événements de décembre, le 18 ou le 19, le Président devait aller à Kitona; avant son départ il était convenu ceci : On demandait aux gendarmes de garder leurs positions et aux soldats de l'ONU de garder les leurs. Or, au moment où nous

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Kimba - suite)

étions ici à discuter de ce problème, nos soldats étaient au Tunnel; nos soldats étaient ici en ville partout, armés. Cette route de Lubashi était libre, pas de barrage; la route de Don Bosco était presque libre; du côté du Golf évidemment il n'y avait pas de barrage. Nos militaires ont obéi aux ordres donnés par le Président, mais les soldats de l'ONU ont profité de ce départ du Président pour occuper d'autres positions, durant le cessez-le-feu. Moi, je suis resté seul ici et j'ai essayé de toucher les types de l'ONU et à ce moment-là j'ai vu les dirigeants politiques de l'ONU qui m'ont dit que cette convention devait être observée. J'ai fait cela par l'intermédiaire du Consul des Etats-Unis, parce que le représentant de l'ONU n'a pas voulu venir dans ce bureau. Depuis lors, on a créé un grand nombre de barrages, du côté des soldats ou de l'ONU ? Autour de l'aérodrome, de nouvelles routes où on a installé des barrages et pas loin d'ici vous avez assisté à l'installation de ces barrages. Alors je voudrais savoir (même s'il ne peut être possible à M. Mathu de me répondre maintenant) à partir de quelle date les nouveaux barrages établis par les gendarmes, par n'importe qui doivent être considérés comme illégaux ? C'est la seule façon de garder le calme ici, d'éviter des conflits avec les gendarmes, d'éviter à vous, M. Mathu, le travail de devoir envoyer des papiers pour chaque petit incident. ^{ce} Parce que je crains dans la lettre de ce jour, ce sont les termes que vous employez. Les termes que vous employez sont une accusation gratuite à l'endroit de nos gendarmes.

Parce que si moi je voulais parler de ce qui se passe, j'aurais à vous écrire tous les jours pour des conflits causés par des soldats de l'ONU. Je vais vous citer un exemple :

Le matin, je suis chez moi, dans ma résidence. A 6 h. un peloton, disons 50 soldats indiens de l'ONU, font de l'exercice sur ma parcelle... A 6 h. ils crient, ils entrent partout. Or, quand j'étais à l'école on m'a appris à respecter la propriété du ~~voisin~~ voisin. Tous les Katangais savent qu'ils ne doivent pas entrer dans une parcelle d'autrui sans autorisation. Je suis un citoyen Katangais et en plus je suis une autorité. Je crois qu'il faudrait que les soldats de l'ONU commencent par donner l'exemple..... Je n'ai pas voulu intervenir parce qu'ils le font sur toutes les parcelles de ce coin-là : c'est une provocation. Combien de nos soldats ont été arrêtés en ville par des soldats de l'ONU, alors qu'ils n'étaient pas armés ?

Hier, j'ai reçu une délégation de gendarmes qui m'a fait part de ce qu'un soldat a été ~~arrêté~~ arrêté par l'ONU, fouillé partout.

Mon attitude est celle-ci : J'ai dit au général de demander aux soldats, s'ils sont fouillés, de se comporter convenablement, pour éviter des conflits.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Kimba - suite)

Aux habitants des parcelles qui viennent se plaindre, à propos du comportement des soldats de l'ONU, j'ai répondu "Ne faites rien, cela va provoquer des conflits".

Normalement, c'est moi qui devrais dire à l'ONU que ses soldats ne doivent pas se comporter ici comme en pays conquis. C'est moi qui devrais vous dire que vos soldats devraient montrer le bon exemple.

Comment voulez-vous que nos soldats fassent ? Vos soldats de l'ONU devraient montrer le bon exemple. S'ils ne le font pas il est difficile de demander à nos soldats de bien se comporter.

Avant d'écrire des lettres pareilles et de parler de provocations, vous devriez, M. Mathu, mener une enquête et tenir compte du comportement des soldats de l'ONU qui se comportent comme en un pays conquis. Tout ce que je puis vous dire c'est que les soldats de l'ONU ne montrent pas le bon exemple, ni aux populations, ni aux soldats.

M. Mathu : Je vous remercie de votre grande franchise à ce sujet. De toute façon, je ne peux accepter une accusation généralisée contre tous les soldats des Nations Unies / M. Kimba a précisé qu'il s'agissait des soldats Indiens/. De toute manière, quelle que soit la nationalité des soldats de l'ONU qui sont responsables d'incidents ou d'incorrections, vos autorités devraient me les communiquer, afin que j'en sois informé, même s'il s'agit de faits minimes. Il est préférable de m'en faire part, car si vous ne me le communiquez pas, comment voulez-vous que je sache ce qui se passe ? Le Président, ses soldats et moi-même nous n'avons qu'un but : le maintien de la paix. Si quelqu'un vient crier, faire du bruit dans une propriété à 6 h. du matin, il faut absolument que je le sache pour redresser la situation.

Quant à votre demande sur la date à laquelle les barrages établis sont valables, je me renseignerai et vous donnerai une réponse. De toute façon les incidents ^{expliqués} ~~rapportés~~ dans la note en 7 paragraphes sont des incidents minutieusement étudiés et contrôlés. Ce que je voulais vous faire sentir c'est que nous devons être très prudents pour éviter tout conflit plus grave. Pour ma part, je suis prêt à vous fournir tous les renseignements détaillés sur toutes ces questions comme nous sommes prêts à faire tout ce que nous pourrions pour les résoudre.

Si je suis revenu sur cette question c'est qu'il avait été convenu avec le Président que nous désignerions un officier de liaison qui serait précisément chargé de toutes ces questions secondaires.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Mathu - suite)

Vous savez que le Col. Kiembe s'est récemment entretenu avec le Gén. Brigadier Noronha, du Secteur B. Du fait que la BUICK avait été confisquée aux environs du 22 juillet - c'est-à-dire à l'époque où nous discussions de la désignation d'un officier de liaison - et qu'il y avait aussi une VW confisquée à la même époque, je ne voulais pas en parler au Président, pensant que ces détails seraient réglés par l'officier de liaison en cause. Mais il y a eu plusieurs réunions et on n'est parvenu à aucun accord et le temps passe. Cela s'est passé le 22 juillet et nous sommes le 7 août : c'est un long délai? Je ne puis accepter que des biens des Nations Unies soient ainsi dispersés sans que je sache exactement ce qu'il en adviendra. Mais je voulais absolument laisser des questions de ce genre, pour règlement, à l'officier de liaison sans devoir importuner le président.

J'ai noté que vous aurez l'obligeance de me répondre prochainement sur ces points-là et je vous en remercie.

M. Kimba : Je tiens à relever une phrase très importante dans ce que vous venez de dire : c'est votre inquiétude quant à l'installation de nouveaux barrages. Comme vous nous sommes conscients que ces barrages peuvent être à la base éventuellement de nouveaux conflits. Vous vous rappellerez que lorsque M. Gardiner était ici nous lui avons fait remarquer que s'il y a eu conflits c'est parce que l'on avait installé ces nouveaux barrages. M. Gardiner nous a dit que c'était un problème technique militaire. Nous n'avons pas discuté parce que nous savions que nous nous attendions à des conséquences fâcheuses.

Le fait que les autorités civiles de l'ONU n'ont pas su demander aux militaires d'enlever ces barrages installés après les événements risque d'avoir de graves conséquences. Cela peut nous mettre dans une grave position parce que nous n'avons aucun point de repère pour dire à nos soldats de s'arrêter ici. C'est la raison pour laquelle j'insiste pour savoir à partir de quelle date on peut considérer que les nouveaux barrages sont invalides.

M. Mathu : M. Gardiner a bien dit, lorsqu'il était ici, qu'il essaierait de régulariser la situation à propos des barrages et vous savez que je me suis rendu à deux reprises au barrage de l'avenue Tombeur avec vos ministres. J'ai accédé complètement à la demande formulée par vos ministres qui voulaient que ce barrage soit identique absolument à ceux des Tunisiens et des Ethiopiens.

Entretien du 7-8-62 de M. Mathu avec M. Kimba

(M. Mathu - suite)

Vous vous rappellerez aussi que M. Gardiner a dit et répété qu'il continuerait d'étudier sérieusement cette question des barrages routiers. D'ailleurs actuellement ce ne sont plus des barrages ^{mais} ~~pas~~ de simples postes de contrôle. Je répète que nous devons faire ~~tout~~ l'impossible pour éviter que se produise le moindre incident en ville.

M. Kimba : d'accord. Il faut un effort/de part et d'autre.

La séance prend fin à 17 h.45.

MS - 7-8-62
23 h.



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-201

To Mr. R.K. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leopoldville

From E.W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville *E.W. Mathu*

Subject Protest from President Tshombé regarding our refusal to pouch newspapers etc. from him

1 August, 1962

.....

Attached herewith you will find copy of the protest which I received from Tshombé last night, reference N° SR/895/MV.

I only saw your instructions on this matter yesterday. In your letter dated 20 July last, you specifically say that newspapers should not be handled by us any more. You also mention in the last paragraph that any other "material" should not be pouching through us.

When I heard about these instructions the day before yesterday, I suggested that 3 envelopes which had come from Tshombé's office should be returned. Yesterday, as a result of this, Tshombé raised the matter with me. The record of this subject is in the verbatim report that I am pouching to you today.

We here are in agreement that we should continue to pouch letters addressed to Katangese deputies in Leo and to ministers of the Central Government. It is impossible for Tshombé to send letters in any other way without great difficulties .

I await your further instructions in this matter.

UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE
PRIORITYS V C
ServiceFFFFF
RoutineSSSSS
PriorityPRIORITE
NATIONSPriorité Nations traffic
is strictly limited.

OUTGOING CLEAR CABLE

N R

Address(es)

ONUG EVILLE

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix & / or number as required

USE DOUBLE SPACING.

EV- 940

MATHU from GARDINER

PLEASE COMMUNICATE TO TSHOMBE FOLLOWING LETTER RECEIVED FROM ADOULA QUOTE
No 3563/62 LEOPOLDVILLE 9 AOUT 1962. PROVINCE DU NORD-KATANGA. MONSIEUR
LE CHARGE DE MISSION, J'AI L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE CONNAISSANCE QU'EN
VERTU DE LA LOI DU 11 JUILLET VOTEE PAR LES CHAMBRES LEGISLATIVES, LE CHEF
DE L'ETAT A CONSACRE LEGALEMENT LA CREATION DE LA PROVINCE DU NORD-KATANGA.
PARA CETTE NOUVELLE ENTITE COMPREND: LES TERRITOIRES DE KONGOLO ET MANONO
DANS LE DISTRICT DU TANGANYKA; KAMINA, KANIAMA, BUKAMA ET KABONGO DANS LE
DISTRICT DU HAUT-LOMANI; MITWABA ET LUBUDI DANS LE DISTRICT DU LUALABA. PARA
CONFORMEMENT A LA LOI FONDAMENTALE CETTE NOUVELLE PROVINCE, QUI DOIT AVOIR SES
INSTITUTIONS PROPRES, ECHAPPE DESORMAIS A L'AUTORITE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL
DU KATANGA, PRESIDE JUSQUE LA PAR MONSIEUR TSHOMBE. PARA MALGRE CELA, LA
GENDARMERIE DU SUD-KATANGA CONTINUE A MAINTENIR DES POSITIONS A L'INTERIEUR
DES LIMITES DE LA NOUVELLE ENTITE PROVINCIALES. DE CE FAIT, ELLE CONSTITUE
NON SEULEMENT UNE ENTRAVE A LA BONNE GESTION ADMINISTRATIVE ET AU DEVELOPPEMENT
HARMONIEUX DE L'ECONOMIE, MAIS AUSSI UN ELEMENT CERTAIN DE TROUBLE ET DE
DESORDRE. PARA C'EST POUR CETTE RAISON, MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION, QUE JE
SOLLICITE L'INTERVENTION DES NATIONS-UNIES POUR OBTENIR DE MONSIEUR TSHOMBE
LE RETRAIT IMMEDIAT DE SES TROUPES DE TOUTES LES REGIONS ENUMEREES CI-DESSUS.
PARA JE VOUS EN REMERCIE ET VOUS PRIE D'ACQUIESCER, MONSIEUR LE CHARGE DE MISSION,
L'ASSURANCE DE MA HAUTE CONSIDERATION. LE PREMIER MINISTRE CYRILLE ADOULA UNQUOTE

T. O. R.

BY :

T. O. D.

Drafted by :

Authorized :

Date

J. BACKUS
R.K.A. Gardiner
14 Aug. 1962

Télégramme de l'Union des Femmes Katangaises

ANNEX 4

C-1029
10/8/62

Adresses:

S.M. Reine Elisabeth Londres
Angleterre
S.M. Reine Wilhelmine Amsterdam
Hollande.
S.M. Reine Elisabeth Bruxelles
Belgique.
Madame De Gaulle Paris France.
Madame Macmillan Londres
Angleterre.
S.M. Reine Fabiola Bruxelles
Belgique.
Madame Kennedy Washington
U.S.A.
Madame Dodd Connecticut
U.S.A.
S.A. Princesse Paola Bruxelles
Belgique
Madame Khrouchtchev Moscou
U.R.S.S.

TEXTE.

Union femmes Katangaises
proteste énergiquement contre
plan diabolique dressé Onu
tendant massacrer peuple,
femmes et enfants katangais

par armes automatiques fixées
direction toutes communes katangaises stop. Lançons une
fois plus vibrant appel attention monde libre stop. Assassins indiens, malais position tir stop. Pourquoi monde libre fait sourde oreille stop. Europe laisse Kennedy soutenir massacre innocents katangais stop. Terre héritage ancêtres qui y sont enterrés, l'avons pas volée comme veut agir Kennedy stop. Avant arrivée homme blanc, exploitations déjà nos mines stop. Père et Mère Adoula jamais connus katanga stop. Notre sang crier vengeance ciel stop Implorons secours femmes et hommes épris liberté stop. Que gens bonne volonté répondent notre appel fullstop.

Union Femmes Katangaises.
Présidente.
Mme Tshikunga Anne.
Secrétaire Adjoint,
Banda Marie D.

empach

**ORGANISATION INTERNATIONALE
PRONOSTICS DE FOOTBALL**

ELISABETHVILLE

Av. Royale 271
B. P. 1210 Bis — Tél. 5231

N'oubliez pas de jouer aujourd'hui même
un bulletin O.P.I.F. pour le concours des
21 et 22 Juillet 1962...il y a encore **50.000**
frs de prix garantis...



quote **Un communiqué du Président Tshombé**

Hier 16 juillet 1962, une délégation de l'association des femmes Katangaises ont adressé une demande d'audience à Monsieur Back le priant de bien vouloir les rencontrer. Monsieur Back a accepté de rencontrer cette délégation ce matin à 8 heures.

Comme convenu, l'association des femmes katangaises s'est donc dirigée ce matin vers la ville. Arrivée au barrage katangais, elles ont enlevé les obstacles. Au barrage onusien les femmes ont été empêchées de passer les obstacles; ce qui a suscité l'arrivée de plusieurs centaines de femmes katangaises sympathisantes.

A 9 heures plusieurs centaines de femmes se trouvaient devant le barrage de l'ONU. Les soldats indiens s'opposèrent au passage des femmes katangaises.

Les soldats indiens ouvrirent alors le feu sans aucune sommation sur le groupe composé de femmes et d'enfants.

Une jeune fille âgée de 17 ans fut tuée sur le coup par une balle dans l'aîne; un garçon âgé d'environ 10 ans fut touché d'une balle au bras et au foie; puis il fut achevé à coup de baïonnette. Un autre garçonnet de 17 ans a été blessé par une balle qui lui a traversé les deux fesses. 13 femmes ont été blessées grièvement, l'une d'elle a perdu l'oeil gauche. Les médecins ont estimé que le cas des deux jeunes gens était désespéré...

Alerté par le service de sécurité de l'Etat du Katanga et par le Colonel Kiembe accompagné d'un major indien, le Président a convoqué Monsieur Back à qui il a remis une note de protestation énergique à l'adresse de Monsieur Gardiner.

Monsieur Back a fait part au Président qu'il était bouleversé et qu'avant de venir, il avait déjà fait part à Monsieur Gardiner de la situation, le Chargé de la Mission des Nations Unies au Congo attendait d'ailleurs le rapport direct du Président du Katanga à ce sujet.

Le Président, avant de se rendre à l'appel de Monsieur Gardiner demanda à Monsieur Back de se rendre à l'hôpital Prince Léopold. Ce qui fut fait. A la vue du corps de la jeune femme tuée, Monsieur Back ne put que faire le signe de la Croix.

Entretiens, le Président a vait reçu le corps consulaire à qui il avait fait part de la gravité de la situation.

Le Président s'est ensuite rendu accompagné des Ministres Kimba, Kibwe, Mwewa et Diur au Quartier Général de l'ONU afin de prendre contact avec Monsieur Gardiner. Au cours de cet entretien, le Président a fait un rapport circonstancié et lui fit remarquer que la situation était extrêmement grave; Monsieur Back ne put contredire le rapport du Président Tshombé.

Monsieur Gardiner promit de se rendre à Elisabethville ce soir ou demain matin après avoir obtenu l'autorisation de New York.

Après cet entretien, le Général Pren Shand revenant de l'avenue Tombeur rejoignit le Président au Quartier Général et ce dernier en profita pour lui demander rapport sur la situation du moment. Le Général se borna à rendre hommage à l'attitude et au comportement de la gendarmerie katangaise et du Colonel Kiembe. Le Président fit remarquer que le Colonel et la gendarmerie n'avait fait qu'obéir à ses ordres.

— o —

Le Président du Katanga profite de l'occasion pour rendre un vibrant hommage aux officiers gradés et soldats de la gendarmerie Katangaise, aux commissaires de police et policiers katangais ainsi qu'à toute la population du Katanga pour le sang-froid et la discipline qu'ils n'ont pas cessé de maintenir pendant les heures grave qu'à connu et que connaît encore notre pays.

— o —

Le service funèbre des victimes qui se classent parmi les martyrs de notre liberté aura lieu jeudi à 10 heures en la cathédrale Saint Pierre et Paul; L'enterrement aura lieu immédiatement après.

Le Président invite par la présente toutes les autorités civiles et militaires et toute la population à se trouver nombreuse pour rendre un dernier hommage à ces héros.

Le Président du Katanga,

Moïse TSHOMBE.

un quote

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

ref 10/8

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-221

To Mr. R.K. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Leo
From E.W.Mathu, Chief UN Representative, ONUC, Eville
Subject Letter from the "Union des Femmes Katangaises"
8 August, 1962

E.W. Mathu

.....

For your information, enclosed please find copy of
a letter received from the "Union des Femmes Katangaises"
contents of which are self-explanatory.

Elisabethville, 6 Août 1962.

UNION DES FEMMES KATANGAISES

B.P. 130
ELISABETHVILLE.-

221
A Monsieur MATHU,

Représentant des Nations-Unies au Katanga

à

ELISABETHVILLE.-

Monsieur le Représentant,

L'Union des Femmes Katangaises s'étonne une fois de plus de constater qu'il y a de graves indices qui font croire qu'il y a dangers d'attaques des Forces Onnusiennes au Katanga, dans le but d'imposer, sous le couvert des Nations-Unies, la volonté du State Department du Président KENNEDY.-

Allons-nous voir de nouveaux massacres et de nouvelles atteintes aux droits de l'Homme?

Il n'est de secret pour personne, Monsieur le Représentant que ce n'est pas le Gouvernement Adoula qui de sa propre initiative nous fait la guerre, mais bien l'ONU inspirée et encouragée par le Président KENNEDY.

Monsieur Adoula a enfin opté pour une constitution Fédérale, seule formule répondant aux aspirations traditionnelles et ancestrales des peuples Africains.

Pourquoi, sans attendre la reprise des pourparlers que notre Président demande avec insistance et qui devraient se dérouler dans un climat de calme fait-on planer constamment sur le Katanga ces menaces de guerre et de mort. Est-ce cela la paix que vous prêchez à travers le monde?

Qu'avons-nous fait pour mériter ces massacres. Avons-nous péché contre Dieu pour qu'il nous ait placé sur cette malheureuse terre Katangaise constamment menacée?

Quand la Belgique Colonisatrice a accordé l'Indépendance à sa Colonie, n'avions nous pas le droit aussi à cette indépendance?

Le Katanga était-il l'héritage laissé par la Belgique au bénéfice des politiciens de Léopoldville?

Les Etats-Unis forçaient la Belgique à donner très tôt l'Indépendance mais nous croyons que son but réel n'était pas notre bien être mais qu'elle avait pour but caché de reprendre l'Ex-CONGO BELGE et de exploiter ses richesses à son profit.

Mais dissimulant ses desseins, le State Department couvre ses intentions en prétendant agir dans le but de restaurer l'ordre et la paix et pour le bien du Congo, alors qu'en fait toute sa politique est un néo-colonialisme dont nous ne voulons pas. S'il n'en était pas ainsi, pourquoi ce pays qui n'a pas à se mêler de nos affaires intérieures s'acharne-t-il à vouloir à toute force imposer sa propre solution?

Le peuple Katangais était content d'apprendre que le 1^{er} Ministre Congolais avait enfin choisi la formule fédérale qui est acceptable à tous.

Avant même que le projet de constitution fédérale soit mis au point, avant même toute discussion, l'ONU instiguée et payée par le Gouvernement KENNEDY, veut à tout prix entreprendre une nouvelle épreuve de force au risque de massacres des innocents. Ne nous considérez-vous pas comme des être-humains. Sommes-nous des insectes que l'on écrase sous son talon?

.../...

- 2 -

Il n'y a qu'au Katanga que l'ONU abandonne son rôle de gardien de la paix mondiale pour devenir instrument de guerre et se constitue l'instrument de KENNEDY.

Monsieur le Représentant, vous êtes Africain comme nous. Vous partagez les mêmes soucis que nous. Le sang qui risque de nouveau couler inutilement est le vôtre-Auriez-vous la conscience tranquille et ne seriez vous pas indigné si vos frères africains mourraient sous les balles payées par l'impérialiste KENNEDY. Ne craignez-vous qu'un jour votre propre pays, vos soeurs, vos frères et vos enfants peut-être, pourraient sous un mauvais prétexte subir le même sort? Croyez-vous sincèrement que l'Amérique s'intéresse à l'Afrique dans un but désintéressé? Serez-vous rentrer chez vous un jour pour raconter que comme Représentant de l'ONU c'est vous qui avez fait tuer d'autres africains, vos frères, par des soldats asiatiques?

Nous vous demandons d'être notre porte parole auprès de votre organisme au sein duquel il y a des hommes de bonne volonté qui réfléchissent avant que l'irréparable soit fait et que des vies humaines ne soient sacrifiées pour une mauvaise cause.

Ici la terre nous appartient, c'est la terre de nos ancêtres où ils sont enterrés.

Faites que les hommes justes entendent nos cris de détresse. Le Katanga est toujours hospitalier à tous sans distinction de race ni de couleur. Ceux qui viennent y travailler sont toujours bien reçus. Nous ne comprenons pas le mobile qui pousse KENNEDY à tuer et à refuser l'occasion de négocier pacifiquement.

Au Katanga, les américains et leurs missionnaires ont toujours été bien accueillis et y résident comme tous les autres. Mais il n'en tient pas compte. Poussé par des intérêts capitalistes sordides, il ne nous veut que du mal.

Pour terminer, Monsieur le Représentant, nous devons cependant souligner que nous ne cedons pas à la menace. Nous sommes décidées à mourir sur la terre de nos ancêtres, s'il le faut.

Bien mal acquit ne profite à personne et la malédiction divine retombera sur ceux qui feront inutilement couler le sang.

Croyant que vous serez attentif à nos doléances, nous vous prions de croire, Monsieur le Représentant à l'assurance de notre haute considération.

UNION DES FEMMES KATANGAISES

La Présidente TSHIKUNGU Anne
La Secrétaire Françoise,

7 August 2

Mr. E. MATHU , Civilian Affairs Officer , ONUC , Elisabethville
T. OMO.BARE , President de la Commission Intérieure d'Enquête

Disturbance of 17 July , 1962 .-

I would be grateful if you would transmit to Mr. E. Falmagne
the enclosed letter, of this date, dealing with the disturbance of 17
July. Also enclosed is a copy of my letter for your files .

CT/sl

cc : Mr. Taff

Léopoldville, le 7 août 1962

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No 3816/P.1 du 24 juillet 1962 et vous remercie de la copie incluse du rapport sur les autopsies effectuées le 18 juillet sur les corps d'une jeune femme et d'un garçon à l'hôpital Reine Elisabeth .

La Commission intérieure d'enquête a noté les mesures prises pour que les déchets métalliques qui auraient été retirés des corps soient analysés par des experts en Belgique. Je tiens cependant à vous faire savoir que, bien que la Commission soit intéressée au résultat de cette analyse, elle a décidé de ne pas y participer, car l'ONUC n'était pas présente au moment où les mesures initiales de précaution avaient été prises à l'égard des déchets métalliques, et elle n'y avait pas été invitée .

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée .

T. OMO BARE
Président de la Commission Intérieure
d'Enquête

Monsieur E. PALMAGNE
Procureur d'Etat
Parquet d'ELISABETHVILLE

CT/sl
cc : Mr Taff



C/POC 113(b)

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

ML-216

Elisabethville, 7 August 1962

TO Mary W. Robertson, Assistant to OIC, Leopoldville
FROM Eliud W. Mathu, UN Representative, Elisabethville
SUBJECT ETHNIC MAP

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Eliud Mathu', is written over the 'FROM' line of the header.

1. Thank you for your memorandum of 4 August and the attached map. Unfortunately the map is not more precise than the one we already have.
2. I would therefore appreciate if you could place the order for five copies of the "Carte ethnique du Congo". I would like to say that the publication in question is not only an extremely precise and detailed map of the South East Congo, but it also has detailed explanations about the history, the composition, the inter-tribal relationship and the numerical strength of the tribes of South East Congo.
3. Your cooperation is deeply appreciated.

4 August 1962

Mr. Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, E'ville

Mary W. Robertson, Assistant to OIC

Ethnic map

Ref. your memo of 30 July addressed to Mr. Gardiner, we thought that before writing to Brussels for an ethnic map of the Congo it would be advisable to see first what was available locally.

I am accordingly sending you an ethnic map, three more copies of which are available in Leopoldville. If you will let me know if this is suited to your purpose, I will purchase the others and send them to you soonest.

4 August 1962

Mr. Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, E'ville

Mary W. Robertson, Assistant to OIC

Ethnic map

Ref. your memo of 30 July addressed to Mr. Gardiner, we thought that before writing to Brussels for an ethnic map of the Congo it would be advisable to see first what was available locally.

I am accordingly sending you an ethnic map, three more copies of which are available in Leopoldville. If you will let me know if this is suited to your purpose, I will purchase the others and send them to you soonest.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

Miss Roberts

Elisabethville, 30 July, 1962

To Mr. Robert K. Gardiner, Officer-in-Charge of ONUC, Leopoldville
From Mr. Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
Subject Carte Ethnique du Congo

Eliud W. Mathu
Em

We had the opportunity of seeing copy of a publication by Musée Royal de l'Afrique Centrale on the Ethnic Groups of South East Congo. Included in such a publication is an ethnic map which seems to be of great interest.

We would therefore be very grateful if you could see that five copies of such publication are purchased ~~at the~~ soonest and sent to us.

The following details are given for your information:

Carte Ethnique du Congo
(Quart Sud-Est)
for Olga Boone
published by Musée Royal de l'Afrique Centrale - Tervuren
The book can be ordered at:
Librairie Ven Camenhout
1-8-11- Rue du Midi
Bruxelles.

deposited 200fs
130 ffs
1,250

Enfile cases.

7 August 2

Mr. E. MATHU , Civilian Affairs Officer , ONUC - Elisabethville
Jean BACK , Deputy to Officer-in-Charge

TSHINSAKA Norbert .-

Following Mr. Verbrugghe's memo of 23 July, 1962 , No. CIVOP/CONF/6
20 , this is to advise you that Tshinsaka Norbert does not seem to qualify
for repatriation to Luluabourg by ONUC plane .

JB/sl



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

Ric
29/9

A : MONSIEUR JEAN BACK, Chargé par intérim de la Mission de l'ONUC - LEO
De : Th. VERBRUGGHE, Assistant Spécial du Représentant des Nations Unies à
Elisabethville
Objet: TSHINSAKA Norbert -

le 23 juillet 1962 - CIVOP/CONF/6/20

Nous avons reçu TSHINSAKA Norbert qui sollicite une place dans un
de nos avions pour Luluabourg.

TSHINSAKA Norbert a travaillé comme boy magasinier à la maison SCHILZ,
avenue Kambove à Jadotville du 3 octobre 1960 au 30 juin 1962. Il a été
licencié le 4 courant parce qu'il est Baluba.

Maintenant qu'il ne peut plus trouver de travail au Katanga il désire
rejoindre sa femme qui est à Luluabourg depuis 2 ans. Il dit qu'il lui sera
plus facile d'obtenir un emploi à Luluabourg où il peut être hébergé par
sa famille qui s'y trouve également. Il ne peut payer son billet car il
gagnait très peu.

Vous voudrez bien trouver ci-après son état civil :

- TSHINSAKA Norbert né à MWANZA NGOMA en 1939
- Village DEMBA - Groupement : Baluba Kasai -
Circonscription : MWANZA NGOMA - Territoire : DEMBA
- Fils de : MUTATAIE Evariste et de NZEBA Céline
- Marié à NGOMBE - pas d'enfant -
- Etudes : 5me primaire, a un certificat No.1074 en date du 22 juin 1957 -
signé : Pete KOEPNER, Directeur-.
- Certificat/carte de travail No. 254.402 -
- Certificat identité délivré par bureau de Kikula I, commune de Kikula,
ville de Jadotville No. 524 - Vol V - Fol 22. -
No. carte inaltérable : 531/121476
No. fiche circonscription : 524/22/V.

Nous vous serions reconnaissants de vouloir bien nous faire con-
naître votre décision ainsi que celle concernant KOTSHI Marcel (notre
mémo du 19 juillet CIVOP/CONF/6/17) et vous en remercions.

Th.V/jc

Th. VERBRUGGHE

Encl. 100

7 August 2

Mr. E. MATHU , Civilian Affairs Officer , ONUC , Elisabethville
Charles TAFF, Special Legal Adviser

Disturbance of 17 July .-

In connection with its inquiry into the disturbance of 17 July the Commission finds that it requires further information with respect to the type of rifles used in Elisabethville .

We would be grateful if you would inform us whether the 303 Lee Enfield rifle, which is used by United Nations troops , is also widely used by (a) gendarmes and (b) police . Kindly let us also know the standard type of rifle used by the gendarmes and police .

cc : Mr Taff

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

Elisabethville, 4 August 1962

Ref 48

ML-211

To Mr. Robert K. Gardiner, Officer in Charge of ONUC, Leopoldville
From Eliud W. Mathu, Chief UN Representative, Elisabethville
Subject

Eliud W. Mathu

I am sending you herewith per favor of Mr. Jean Back the following:

- 1.- Two copies of undertaking by Alistair Archibald Mackie, dated 1 August 1962, whom we expelled through the British Consulate.
- ... 2.- Two copies of undertaking by Mr. Mackie, dated 1 August 1962, to the British Consul here.
- 3.- one copy of letter from E. Kimba to BCK, reference SR/917/MV, dated 3 August 1962.
- 4.- one copy of covering letter from E. Kimba to me, reference SR/918/MV, dated 3 August 1962, on the subject of railway transport.
- 5.- copy of my protest to the Katangese authorities regarding the gendarmerie platoon going through our roadblock at the Tunisian contingent dated 3 August 1962.



BOITE POSTALE 307 B
ELISABETHVILLE
CABLE: ONUC, ELISABETHVILLE

I, the undersigned, Alistair Archibald MACKIE, having been repatriated by the United Nations from the Congo on 25 May, 1961, in accordance with paragraph A-2 of Security Council Resolution of 21 February, 1961, undertake NOT to return to the Congo in order to engage in military activities or participate in political affairs. I further undertake NOT to return to the Congo for non-military and non-political purposes WITHOUT prior clearance from the United Nations and WITHOUT meeting the requirements of the relevant immigration formalities of the legally constituted authorities of the Republic of the Congo.

signed:

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'A. Mackie', is written over a horizontal line.

Alistair Archibald MACKIE

In the presence of Mr. D.S.L. Dodson, H.M. Consul in Elisabethville and of Mr. E.W. Mathu, Chief UN Representative in Elisabethville.

A handwritten signature in blue ink, possibly 'D.S.L.', is located to the left of the date.

Elisabethville, 1 August, 1962

A handwritten signature in blue ink is located below the date.

I, the undersigned, Alistair Archibald MACKIE, having been repatriated by the United Nations from the Congo on 25 May, 1961, in accordance with paragraph A-2 of Security Council Resolution of 21 February, 1961, undertake NOT to return to the Congo in order to engage in military activities or participate in political affairs. I further undertake NOT to return to the Congo for non-military and non-political purposes WITHOUT prior clearance from the United Nations and WITHOUT meeting the requirements of the relevant immigration formalities of the legally constituted authorities of the Republic of the Congo.

signed:



Alistair Archibald MACKIE

In the presence of Mr. D.S.L. Dodson, R.M. Consul in Elisabethville and of Mr. E.W. Methu, Chief UN Representative in Elisabethville.



Elisabethville, 1 August, 1962

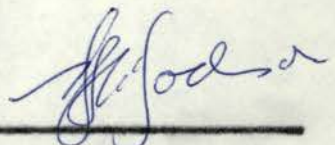


I, the undersigned, Alistair Archibald MACKIE, realizing that the only certain method of ensuring my repatriation to Rhodesia is by air but being unwilling to wait until such time as air transport is available, hereby undertake to travel tomorrow to Rhodesia in the car of H.M. Vice-Consul and not to leave that car or make any attempt to part company with H.M. Vice-Consul until such time as I have crossed the Rhodesian frontier.



Alistair Archibald MACKIE

Witnessed



D.S.L. DODSON
H.M. Consul

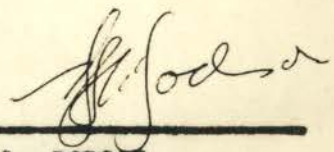
Elisabethville, 1 August, 1962

I, the undersigned, Alistair Archibald MACKIE, realising that the only certain method of ensuring my repatriation to Rhodesia is by air but being unwilling to wait until such time as air transport is available, hereby undertake to travel tomorrow to Rhodesia in the car of H.M. Vice-Consul and not to leave that car or make any attempt to part company with H.M. Vice-Consul until such time as I have crossed the Rhodesian frontier.



Alistair Archibald MACKIE

Witnessed



D.S.L. DODSON
H.M. Consul

Elisabethville, 1 August, 1962

G-999 to NY
5 Aug

3 août 1962.

SR/917/MV.

C.I. Monsieur le Représentant de
l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES,
ELISABETHVILLE.

A Monsieur le Directeur Général de la
Compagnie de Chemin de Fer du Bas-Congo
au Katanga,
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Directeur Général,

J'ai décidé d'autoriser le transport des vivres destinés au
personnel des NATIONS UNIES stationné à KAMINA.

Ce transport aura lieu suivant la fréquence suivante :
1 train par semaine tirant dix wagons destinés aux Nations Unies.

Ceci entre en vigueur immédiatement et je serais heureux que
cette disposition vous permette d'envoyer un premier train dans les dé-
lais les plus rapides.

Vous recevrez mes ordres rapidement en ce qui concerne les
autres points intéressant le transport des marchandises destinés à l'Or-
ganisation des Nations Unies.

D'autre part, je serais également heureux que vous donniez des
ordres à votre personnel pour que, lorsque des membres du personnel de
l'ONU prennent contact avec le BCK à ce sujet, il leur soit répondu que

./...

G-999 to NY
5 Aug

./...

SR/917/MV suite.

ce problème est du ressort des autorités gouvernementales katangaises qui le traitent directement avec le Représentant des Nations Unies à Elisabethville. Ceci permettra un gain de temps considérable et est de l'intérêt des deux parties en cause.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, les assurances de ma considération très distinguée.

Pour le Président du Katanga,
LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
E. KIMBA.

GI-999 to NY
5 Aug

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président
SR/918/MV.

Elisabethville, le 3 août 1962.
B. P. 748

Monsieur le Représentant des
NATIONS UNIES,
ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

Vous trouverez ci-joint copie de la lettre que j'envoie ce jour au Directeur Général de la Compagnie BCK (lettre SR/917/MV)

Je me permets d'insister sur le dernier paragraphe de cette lettre. Il est certain que le problème aurait été résolu beaucoup plus tôt si ce problème nous avait été exposé de la manière avec laquelle vous l'avez fait.

D'autre part, dans le cas où les Nations Unies seraient dans l'obligation d'envoyer davantage de marchandises à Kamina augmentant ainsi le nombre de wagons, je vous demande de nous en parler directement et préalablement. Je suis certain que vous comprendrez l'intérêt d'une telle procédure, qui permettra aux deux parties en cause de justifier le point de vue qu'elles défendent.

Je profite de la présente pour vous assurer, Monsieur le Représentant, de ma haute considération.

Pour le Président du Katanga,
LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
E. KIMBA.

Elisabethville, le 3 août 1962

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'élever une protestation formelle contre des éléments de votre Gendarmerie, à la suite de l'incident qui s'est déroulé hier matin au barrage dressé par nos troupes à l'Avenue Don Bosco.

En effet, vers 10 heures, hier matin, deux camions chargés de militaires en armes de la Gendarmerie katangaise (comprenant un officier), se sont présentés au barrage établi par les troupes Tunisiennes et ont demandé d'entrer en ville. Puisque aucune permission n'avait été sollicitée de notre Etat-Major, conformément aux dispositions en vigueur, la sentinelle a informé les gendarmes en cause que l'accès de la ville leur était interdit.

Les gendarmes n'ont tenu aucun compte de la dite interdiction et, à toute vitesse, les camions ont enfoncé les barrières pour pénétrer en ville. Un peu plus tard, les mêmes camions se sont présentés au barrage des Gorkhas, sur la route conduisant à l'aéroport, où ils ont été arrêtés.

Afin d'éviter toute effusion de sang, nos soldats en poste à l'Avenue Don Bosco n'ont pas tiré contre les deux camions.

Je tiens à relever le fait que vos gendarmes ont agi de façon inconsciente et que seuls la retenue et le sang-froid dont ont fait preuve nos soldats ont empêché que cet incident se transforme en un échange de coups de feu.

Je me vois obligé de vous rappeler qu'aucun gendarme armé n'est admis en ville sans notre permission. Nos militaires ont reçu des ordres très stricts à cet égard et je vous tiendrai personnellement responsable de toute violation de ces dispositions.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

E. W. Mathu
Représentant de l'ONU à
Elisabethville

Son Excellence
M. le Ministre Evariste Kimba
Elisabethville